

**No. 28608**

---

**FRANCE  
and  
NIGERIA**

**Agreement on the reciprocal promotion and protection of investments (with protocol). Signed at Paris on 27 February 1990**

*Authentic texts: French and English.  
Registered by France on 23 January 1992.*

---

**FRANCE  
et  
NIGÉRIA**

**Accord sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements (avec protocole). Signé à Paris le 27 février 1990**

*Textes authentiques : français et anglais.  
Enregistré par la France le 23 janvier 1992.*

# ACCORD<sup>1</sup> ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE DU NIGÉRIA SUR L'ENCOURAGEMENT ET LA PROTECTION RÉCIPROQUES DES INVESTISSEMENTS

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Fédérale du Nigéria ci-après dénommés « les Parties contractantes »,

Désireux de renforcer la coopération économique entre les deux Etats et de créer des conditions favorables pour les investissements français au Nigéria et nigérians en France,

Persuadés que l'encouragement et la protection de ces investissements sont propres à stimuler les transferts de capitaux et de technologie entre les deux pays, dans l'intérêt de leur développement économique,

Sont convenus des dispositions suivantes :

## *Article 1*

Pour l'application du présent Accord :

1) i) Le terme « investissement » désigne des avoirs tels que les biens, droits et intérêts de toute nature et, plus particulièrement mais non exclusivement :

a) Les biens meubles et immeubles, ainsi que tous autres droits réels tels que les hypothèques, priviléges, usufruits, cautionnements et droit analogues;

b) Les actions, primes d'émission et autres formes de participation, même minoritaires ou indirectes, aux sociétés constituées sur le territoire de l'une des Parties contractantes;

c) Les obligations, créances et droits à toutes prestations ayant valeur économique;

d) Les droits d'auteur, les droits de propriété industrielle (tels que brevets d'invention, licences, marques déposées, modèles et maquettes industriels), les procédés techniques, les noms déposés et la clientèle;

e) Les concessions accordées par la loi ou en vertu d'un contrat, notamment les concessions relatives à la prospection, la culture, l'extraction ou l'exploitation de richesses naturelles, y compris celles qui se situent dans la zone maritime des Parties contractantes.

ii) Il est entendu que lesdits avoirs doivent être ou avoir été investis conformément à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle l'investissement est effectué, avant ou après l'entrée en vigueur du présent Accord.

iii) Toute modification de la forme d'investissement des avoirs n'affecte pas leur qualification d'investissement, à condition que cette modification ne soit pas contraire à la législation de la Partie contractante sur le territoire ou dans la zone maritime duquel l'investissement est réalisé.

<sup>1</sup> Entré en vigueur le 19 août 1991, soit un mois après la date de réception de la dernière des notifications par lesquelles les Parties s'étaient informées de l'accomplissement des procédures internes requises, conformément au paragraphe 1 de l'article 12.

2) Le terme de « nationaux » désigne les personnes physiques possédant la nationalité de l'une des Parties contractantes.

3) Le terme de « investisseur » désigne tout national ou toute personne morale constituée sur le territoire de l'une des Parties contractantes, conformément à la législation de celle-ci et y possédant son siège social, ou contrôlée directement ou indirectement par des nationaux de l'une des Parties contractantes, ou par des personnes morales possédant leur siège social sur le territoire de l'une des Parties contractantes et constituées conformément à la législation de celle-ci.

4) Le terme de « revenus » désigne toutes les sommes produites par un investissement, tels que bénéfices, redevances ou intérêts.

5) Le présent Accord s'applique au territoire de chacune des Parties contractantes ainsi qu'à la zone maritime de chacune des Parties contractantes, ci-après définie comme la zone économique et le plateau continental qui s'étendent au-delà de la limite des eaux territoriales de chacune des Parties contractantes et sur lesquels elles ont, en conformité avec le Droit international, des droits souverains et une juridiction aux fins de prospection, d'exploitation et de préservation des ressources naturelles.

### *Article 2*

Chacune des Parties contractantes admet et encourage, dans le cadre de sa législation et des dispositions du présent Accord, les investissements effectués par les investisseurs de l'autre Partie sur son territoire et dans sa zone maritime.

### *Article 3*

Chacune des Parties contractantes s'engage à assurer, sur son territoire et dans sa zone maritime, un traitement juste et équitable, conformément aux principes du Droit international, aux investissements effectués par des investisseurs de l'autre Partie et à faire en sorte que l'exercice du droit ainsi reconnu ne soit entravé ni en droit, ni en fait.

### *Article 4*

1) Chaque Partie contractante applique, sur son territoire et dans sa zone maritime, aux investisseurs de l'autre Partie, en ce qui concerne leurs investissements et activités liées à ces investissements, un traitement non moins favorable que celui accordé à ses investisseurs, ou le traitement accordé aux investisseurs de la Nation la plus favorisée, si celui-ci est plus avantageux. A ce titre, les nationaux autorisés à travailler sur le territoire et dans la zone maritime de l'une des Parties contractantes doivent pouvoir bénéficier des facilités matérielles appropriées pour l'exercice de leurs activités professionnelles.

2) Ce traitement ne s'étend toutefois pas aux priviléges qu'une Partie contractante accorde aux investisseurs d'un Etat tiers, en vertu de sa participation ou de son association à une zone de libre échange, une union douanière, un marché commun ou toute autre forme d'organisation économique régionale.

### *Article 5*

1) Les investissements effectués par des investisseurs de l'une ou l'autre des Parties contractantes, ainsi que les revenus qui en proviennent et les réinvestissements de tels revenus, bénéficient, sur le territoire et dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, d'une protection et d'une sécurité pleines et entières.

2) i) Les Parties contractantes ne prennent pas de mesures d'expropriation ou de nationalisation ou toutes autres mesures dont l'effet est de déposséder, directement ou indirectement, les investisseurs de l'autre Partie des investissements leur appartenant, sur leur territoire et dans leur zone maritime, si ce n'est pour cause d'utilité publique et à condition que ces mesures ne soient ni discriminatoires, ni contraires à un engagement particulier.

ii) Les mesures de dépossession qui pourraient être prises doivent donner lieu au paiement d'une indemnité prompte et adéquate dont le montant, calculé sur la valeur réelle des investissements concernés, doit être évalué par rapport à une situation économique normale et antérieure à toute menace de dépossession.

iii) Cette indemnité, son montant et ses modalités de versement sont fixés au plus tard à la date de la dépossession. Cette indemnité est effectivement réalisable, versée sans retard et librement transférable. Elle produit, jusqu'à la date de versement, des intérêts calculés au taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes.

3) Les investisseurs de l'une des Parties contractantes dont les investissements auront subi des pertes dues à la guerre ou à tout autre conflit armé, révolution, état d'urgence national ou révolte survenu sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, bénéficieront, de la part de cette dernière, d'un traitement non moins favorable que celui accordé à ses propres investisseurs ou à ceux de la Nation la plus favorisée.

#### *Article 6*

1) Chaque Partie contractante, sur le territoire ou dans la zone maritime de laquelle des investissements ont été effectués par des investisseurs de l'autre Partie contractante, accorde à ces investisseurs le libre transfert:

- a) Des intérêts, dividendes, bénéfices et autres revenus;
- b) Des redevances découlant des droits incorporels désignés au paragraphe 1, lettres *d* et *e* de l'article 1;
- c) Des versements effectués pour le remboursement des emprunts régulièrement contractés;
- d) Du produit de la cession ou de la liquidation totale ou partielle de l'investissement, y compris les plus-values du capital investi;
- e) Des indemnités de dépossession ou de perte prévues à l'article 5, paragraphes 2 et 3 ci-dessus.

2) Les nationaux de chacune des Parties contractantes qui ont été autorisés à travailler sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante, au titre d'un investissement effectué par un investisseur de la première Partie contractante, sont également autorisés à transférer dans leur pays d'origine une quotité appropriée de leur rémunération déterminée selon la législation de la première Partie contractante, en accord avec le principe de traitement juste et équitable.

3) Les transferts visés aux paragraphes précédents sont effectués sans retard au taux de change normal officiellement applicable à la date du transfert.

#### *Article 7*

1) Dans la mesure où la règlementation de l'une des Parties contractantes prévoit une garantie pour les investissements effectués à l'étranger, celle-ci peut être

accordée, dans le cadre d'un examen cas par cas, à des investissements effectués par des investisseurs de cette Partie sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie.

2) Les investissements effectués par des investisseurs de l'une des Parties contractantes sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie ne pourront obtenir la garantie visée à l'alinéa ci-dessus que s'ils ont, au préalable, obtenu l'agrément de cette dernière Partie.

#### *Article 8*

1) Tout différend relatif aux investissements entre l'une des Parties contractantes et un investisseur de l'autre Partie contractante est, autant que possible, réglé à l'amiable entre les deux parties concernées.

2) Si un tel différend n'a pas pu être réglé dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des parties au différend, il est soumis à la demande de l'une ou l'autre de ces parties à l'arbitrage du Centre International pour le Règlement des Différends relatifs aux Investissements (C.I.R.D.I.), créé par la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, signée à Washington le 18 mars 1965<sup>1</sup>.

#### *Article 9*

1) Si l'une des Parties contractantes, en vertu d'une garantie donnée pour un investissement réalisé sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie, effectue des versements à l'un de ses investisseurs, elle est, de ce fait, subrogée dans les droits et actions de cet investisseur.

2) Lesdits versements n'affectent pas les droits du bénéficiaire de la garantie à recourir au C.I.R.D.I. ou à poursuivre les actions introduites devant lui jusqu'à l'aboutissement de la procédure.

#### *Article 10*

Les investissements ayant fait l'objet d'un engagement particulier de l'une des Parties contractantes à l'égard des investisseurs de l'autre Partie contractante sont régis, sans préjudice des dispositions du présent Accord, par les termes de cet engagement dans la mesure où celui-ci comporte des dispositions plus favorables que celles qui sont prévues par le présent Accord.

#### *Article 11*

1) Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Accord doivent être réglés, si possible, par la voie diplomatique;

2) Si dans un délai de six mois à partir du moment où il a été soulevé par l'une ou l'autre des Parties contractantes, le différend n'est pas réglé, il est soumis, à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante, à un Tribunal d'arbitrage;

3) Ledit Tribunal sera constitué pour chaque cas particulier de la manière suivante :

Chaque Partie contractante désigne un membre, et les deux membres désignent, d'un commun accord, un ressortissant d'un Etat tiers qui est nommé Président par les deux Parties contractantes. Tous les membres doivent être nommés dans un délai

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traité*, vol. 575, p. 159.

de deux mois à compter de la date à laquelle une des Parties contractantes a fait part à l'autre Partie contractante de son intention de soumettre le différend à arbitrage.

4) Si les délais fixés au paragraphe 3 ci-dessus n'ont pas été observés, l'une ou l'autre Partie contractante, en l'absence de tout accord applicable, invite le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies à procéder aux désignations nécessaires. Si le Secrétaire Général est ressortissant de l'une ou l'autre Partie contractante ou si, pour une autre raison, il est empêché d'exercer cette fonction, le Secrétaire Général adjoint le plus ancien et ne possédant pas la nationalité de l'une des Parties contractantes procède aux désignations nécessaires.

5) i) Le Tribunal d'arbitrage prend ses décisions à la majorité des voix. Ces décisions sont définitives et exécutoires de plein droit pour les Parties contractantes.

ii) Le Tribunal fixe lui-même son règlement. Il interprète la sentence à la demande de l'une ou l'autre Partie contractante. A moins que le Tribunal n'en dispose autrement, les frais de la procédure arbitrale, y compris les vacations des arbitres, sont répartis également entre les Parties contractantes.

#### *Article 12*

1) Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises en ce qui la concerne, pour l'entrée en vigueur du présent Accord, qui prendra effet un mois après le jour de la réception de la dernière notification.

2) L'Accord est conclu pour une durée initiale de dix ans; il restera en vigueur après ce terme, à moins que l'une des Parties ne le dénonce par la voie diplomatique avec préavis d'un an.

3) A l'expiration de la période de validité du présent Accord, les investissements effectués pendant qu'il était en vigueur continueront de bénéficier de la protection de ses dispositions pendant une période supplémentaire de quinze ans.

FAIT à Paris, le vingt-sept février 1990, en deux originaux, chacun en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[*Signé — Signed*]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République Fédérale du Nigéria :

[*Signé — Signed*]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signé par Pierre Bérégovoy — Signed by Pierre Bérégovoy.

<sup>2</sup> Signé par Olu Falae — Signed by Olu Falae.

## PROTOCOLE

Lors de la signature de l'Accord de ce même jour, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République Fédérale du Nigéria sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements, les Parties contractantes sont également convenues des dispositions suivantes, qui font partie intégrante de l'Accord.

1) En ce qui concerne l'article 2 :

Il est entendu que les deux Parties contractantes se consultent, si nécessaire, sur tout sujet relatif à cet Accord, en particulier en ce qui concerne les transferts de technologie et les effets des investissements sur l'environnement. Elles facilitent également l'accès aux informations nécessaires aux investisseurs de l'une des Parties contractantes pour les projets d'investissement envisagés par ces investisseurs sur le territoire ou dans la zone maritime de l'autre Partie contractante.

2) En ce qui concerne l'article 3 :

a) Le principe de traitement juste et équitable s'applique notamment à toutes les activités liées à des investissements et relatives à l'obtention, la vente et le transport de matières premières, de matières auxiliaires et de produits finis, d'énergie et de combustibles, à l'intérieur du pays et à l'étranger, ainsi qu'à toute autre opération ou activité relatives aux investissements couverts par cet accord.

b) Les deux Parties contractantes traitent, dans le cadre de leur législation et de leur réglementation, les problèmes relatifs à l'entrée, la résidence, le travail et la circulation à l'intérieur de leurs territoires respectifs rencontrés par les nationaux de l'autre Partie contractante et les membres de leur famille engagés dans le cadre d'activités liées aux investissements couverts par cet accord.

3) En ce qui concerne l'article 5 :

Le taux d'intérêt agréé par les Parties contractantes est le taux d'intérêt officiel du droit de tirage spécial tel que fixé par le Fonds monétaire international.

FAIT à Paris, le vingt-sept février 1990, en deux originaux, chacun en langue française et en langue anglaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement  
de la République Française :

[Signé — Signed]<sup>1</sup>

Pour le Gouvernement  
de la République Fédérale du Nigéria :

[Signé — Signed]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signé par Pierre Bérégovoy — Signed by Pierre Bérégovoy.

<sup>2</sup> Signé par Olu Falae — Signed by Olu Falae.

**AGREEMENT<sup>1</sup> BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF FRANCE AND THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA ON THE RECIPROCAL PROMOTION AND PROTECTION OF INVESTMENTS**

---

The Government of the Republic of France and the Government of the Federal Republic of Nigeria, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Desiring to strengthen the economic cooperation between both countries and to create favourable conditions for French investments in Nigeria and Nigerian investments in France,

Convinced that the promotion and protection of these investments would succeed in stimulating transfers of capital and technology between the two countries in the interest of their economic development,

Have agreed as follows:

*Article 1*

For the purpose of this Agreement:

1) i) The term "investment" means every kind of goods, rights and interest of whatever nature, in particular though not limited to the following:

a) Movable and immovable property as well as any other right in rem such as mortgages, liens, usufructs, pledges and similar rights;

b) Shares, premium on shares and other kinds of interest including minority or indirect forms, in companies constituted in the territory of one Contracting Party;

c) Title to money or debentures, or title to any legitimate performance having an economic value;

d) Copyrights, industrial property rights (such as patents, licences, trademarks, industrial models and mockups), technical processes, tradenames and goodwill;

e) Business concessions conferred by law or under contract, including concessions to search for, cultivate, extract or exploit natural resources, including those which are located in the maritime area of the Contracting Parties.

ii) It is being understood that such investments are investments which have already been made or may be made subsequent to the entering into force of this Agreement, in accordance with the legislation of the Contracting Party in the territory or in the maritime area of which the investment is made.

iii) Any alteration of the form in which assets are invested shall not affect their qualification as investments provided that such alteration is not in conflict with the legislation of the Contracting Party in the territory or in the maritime area of which the investment is made.

2) The term "nationals" means physical persons possessing the nationality of either Contracting Party in accordance with the legislation of that Contracting Party.

<sup>1</sup> Came into force on 19 August 1991, i.e., one month after the date of receipt of the last of the notifications by which the Parties had informed each other of the completion of the required constitutional procedures, in accordance with article 12 (1).

3) The term "investor" means any national or any legal person constituted in the territory of one Contracting Party in accordance with the legislation of that Party, having its head office on the territory of that Party, or controlled directly or indirectly by the nationals of one Contracting Party, or by legal persons having their head office in the territory of one Contracting Party and constituted in accordance with the legislation of that Party.

4) The term "revenue" means any amount produced by an investment, such as profits, royalties and interests.

5) This Agreement shall apply to the territory of each Contracting Party, as well as the maritime area of each Contracting Party, hereafter defined as the economic zone and the continental shelf outwards the territorial sea over which they have in accordance with International Law sovereign rights and jurisdiction with a view to prospecting, exploiting and preserving natural resources.

#### *Article 2*

Each Contracting Party shall admit and encourage in its territory and in its maritime area, in accordance with its legislation and with the provisions of this Agreement, investments made by investors of the other Contracting Party.

#### *Article 3*

Either Contracting Party shall extend fair and equitable treatment in accordance with the principles of International Law to investments made by investors of the other Contracting Party in its territory or in its maritime area, and shall ensure that the exercise of the right thus recognized shall not be hindered by law or in practice.

#### *Article 4*

1) Each Contracting Party shall apply in its territory and in its maritime area to the investors of the other Party, with respect to their investments and activities related to the investments, a treatment not less favourable than that granted to its investors, or the treatment granted to the investors of the most favoured nation, if the latter is more favourable. In this respect, nationals authorized to work in the territory and in the maritime area of one Contracting Party shall enjoy the material facilities, relevant to the exercise of their professional activities.

2) This treatment shall not include the privileges granted by one Contracting Party to investors of a third party State by virtue of its participation or association in a free trade zone, customs union, common market or any other form of regional economic organization.

#### *Article 5*

1) Any investment made by an investor of one of the Contracting Parties, as well as the revenue derivable therefrom and the reinvestment of such revenue, shall enjoy full and complete protection and safety in the territory and in the maritime area of the other Contracting Party.

2) i) Neither Contracting Party shall take any measures of expropriation or nationalization or any other measures having the effect of dispossession, direct or indirect, of investors of the other Contracting Party of their investments in its terri-

tory and in its maritime area, except in the public interest and provided that these measures are not discriminatory or contrary to a particular obligation.

ii) Any measures of dispossession which might be taken shall give rise to prompt and adequate compensation, the amount of which shall be calculated on the basis of the real value of the investments concerned and shall be set in accordance with the normal economic situation prevailing prior to any threat of dispossession.

iii) The said compensations, the amounts and conditions of payment, shall be determined not later than the date of dispossession. This compensation shall be effectively realizable, shall be paid without delay and shall be freely transferable. Until the date of payment, it shall produce interest calculated at the rate of interest agreed to by the Contracting Parties.

3) Investors of one Contracting Party whose investments have sustained losses due to war or any other armed conflict, revolution, national state of emergency or revolt occurring in the territory or in the maritime area of the other Contracting Party, shall enjoy treatment from the latter Contracting Party that is not less favourable than that granted to its own investors or to those of the most favoured nation.

#### *Article 6*

1) Each Contracting Party, in the territory or in the maritime area of which the investments have been made by investors of the other Contracting Party, shall guarantee to these investors the free transfer of:

- a) Interest, dividends, profits and other incomes,
- b) Royalties deriving from incorporeal rights as defined in Article 1, paragraphs 1 *d*) and 1 *e*).
- c) Repayments of loans which have been regularly contracted,
- d) Value of partial or total liquidation of the investment, including capital gains on the capital invested,
- e) Compensation for dispossession or loss described in Article 5, paragraphs 2 and 3 above.

2) The nationals of either Contracting Party, who have been authorized to work in the territory or in the maritime area of the other Contracting Party, as the result of an investment made by an investor of the first Contracting Party, shall also be permitted to transfer to their country of origin an appropriate proportion of their earnings determined within the framework of the legislation of the second Contracting Party, in accordance with the principle of fair and equitable treatment.

3) The transfers referred to in the foregoing paragraphs shall be promptly effected at the official exchange rate prevailing on the date of transfer.

#### *Article 7*

1) In the event that the regulations of one Contracting Party contain a guarantee for investments made abroad, this guarantee may be accorded, after examining each particular case, to investments made in the territory or in the maritime area of the other Party by investors of this Party.

2) Investments made by investors of one Contracting Party in the territory or in the maritime area of the other Contracting Party may obtain the guarantee re-

ferred to in the foregoing paragraph only if they have been previously agreed to by the other Party.

#### *Article 8*

1) Any dispute concerning the investments occurring between one Contracting Party and an investor of the other Contracting Party shall be settled amicably between the two parties concerned.

2) If such a dispute is not settled within a period of six months from the date at which it occurred by one or other of the parties, it shall be submitted at the request of either party to the arbitration of the International Centre for the Settlement of Investment Disputes (ICSID), created by the Convention for the settlement of disputes in respect of investments occurring between States and nationals of other States signed in Washington on March 18, 1965.<sup>1</sup>

#### *Article 9*

1) If one Contracting Party, as a result of a guarantee given for an investment made in the territory or in the maritime area of the other Contracting Party, makes payments to its own investors, the first mentioned Party has in this case full rights of subrogation with regard to the rights and actions of the said investor.

2) The said payments shall not affect the rights of the beneficiary of the guarantee to recourse to the ICSID or to continue proceedings submitted to it until completion of the proceedings.

#### *Article 10*

Investments having formed the subject of a special commitment of one Contracting Party, with respect to the investors of the other Contracting Party, shall be governed, without prejudice to the provisions of this Agreement, by the terms of the said commitment if the latter includes provisions more favourable than those of this Agreement.

#### *Article 11*

1) Disagreements relating to the interpretation or application of this Agreement shall be settled, if possible, through diplomatic channels.

2) If the disagreement has not been settled within a period of six months from the date on which the matter was raised by one Contracting Party, it may be submitted at the request of either Contracting Party to an Arbitration Tribunal.

3) The said Tribunal shall be created as follows for each specific case:

Each Contracting Party shall appoint one arbitrator, and the two arbitrators thus appointed shall appoint by mutual agreement a third arbitrator, who must be a national of a third Country, and who shall be designated as chairman of the Tribunal by the two Contracting Parties. All the arbitrators must be appointed within two months from the date of notification by one Contracting Party to the other Contracting Party of its intention to submit the disagreement to arbitration.

4) If the periods specified in paragraph 3 above have not been met, either Contracting Party, in the absence of any other agreement, shall invite the Secretary General of the United Nations Organisation to make the necessary appointments. If

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 575, p. 159.

the Secretary General is a national of either Contracting Party, or if he is otherwise prevented from discharging the said function, the Under-Secretary next in seniority to the Secretary General, who is not a national of either Contracting Party, shall make the necessary appointments.

5) i) The Tribunal shall reach its decisions by a majority of votes. These decisions shall be final and legally binding upon the Contracting Parties.

ii) The Tribunal shall set its own rules of procedure. It shall interpret the judgment at the request of either Contracting Party. Unless otherwise decided by the tribunal, the legal costs, including the fees of the arbitrators, shall be shared equally between the Contracting Parties.

#### *Article 12*

1) Each Party shall notify the other of the completion of the constitutional procedures required concerning the entry into force of this Agreement, which shall enter into force one month after the date of receipt of the final notification.

2) The Agreement shall be in force for an initial period of ten years. It shall remain in force thereafter, unless one of the Contracting Parties gives one year's written notice of termination through diplomatic channels.

3) In case of termination of this Agreement, investments made while it was in force shall continue to enjoy the protection of its provisions for an additional period of fifteen years.

DONE at Paris, this twenty-seventh day of February, 1990, in two originals, in the French and English languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the Republic of France:

[*Signed — Signé*]<sup>1</sup>

For the Government  
of the Federal Republic of Nigeria:

[*Signed — Signé*]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signed by Pierre Bérégovoy — Signé par Pierre Bérégovoy.

<sup>2</sup> Signed by Olu Falae — Signé par Olu Falae.

## PROTOCOL

On signing the Agreement of even date, between the Government of the Republic of France and the Government of the Federal Republic of Nigeria on the reciprocal promotion and protection of Investments, the Contracting Parties also agreed to the following clauses, which shall be deemed to form an integral part of the Agreement:

1) With respect to Article 2

It is understood that the two Contracting Parties shall, if necessary, consult each other on any matters related to this Agreement, in particular as regards transfers of technology and effects of investments on the environment. They shall also facilitate the access to any information needed by investors of either Contracting Party, in respect of investment projects considered by those investors in the territory or in the maritime area of the other Contracting Party.

2) With respect to Article 3

a) The principle of fair and equitable treatment shall apply in particular to all investment-related activities concerning the procurement, sale and transportation of raw, auxiliary and processed materials, energy and fuels, within the country and abroad, as well as any other kind of related operation and activity connected with the investments covered by this Agreement.

b) Both Contracting Parties shall regulate, according to their legislation and regulations, the problems relating to entry, residence, work and travel within their respective territories that could be encountered by nationals of the other Contracting Party and members of their families engaged in activities connected with investments covered by this Agreement.

3) With respect to Article 5

The rate of interest agreed by the Contracting Parties is the official rate of interest of the special drawing rights as set by the International Monetary Fund.

DONE at Paris, this twenty-seventh day of February 1990, in two originals, in the French and English languages, both texts being equally authentic.

For the Government  
of the Republic of France:

[*Signed — Signé*]<sup>1</sup>

For the Government  
of the Federal Republic of Nigeria:

[*Signed — Signé*]<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Signed by Pierre Bérégovoy — Signé par Pierre Bérégovoy.

<sup>2</sup> Signed by Olu Falae — Signé par Olu Falae.



## **ANNEX A**

*Ratifications, accessions, subsequent agreements, etc.,  
concerning treaties and international agreements  
registered  
with the Secretariat of the United Nations*

---

## **ANNEXE A**

*Ratifications, adhésions, accords ultérieurs, etc.,  
concernant des traités et accords internationaux  
enregistrés  
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

**ANNEX A**

No. 2701. CONVENTION FOR THE ESTABLISHMENT OF A EUROPEAN ORGANIZATION FOR NUCLEAR RESEARCH. SIGNED AT PARIS, ON 1 JULY 1953<sup>1</sup>

**ACCESSIONS**

*Instruments deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on:*

6 June 1991

POLAND

(With effect from 6 June 1991.)

20 December 1991

CZECHOSLOVAKIA

(With effect from 20 December 1991.)

*Certified statements were registered by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on 21 January 1992.*

**ANNEXE A**

N° 2701. CONVENTION POUR L'ESTABLISSEMENT D'UNE ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA RECHERCHE NUCLÉAIRE. SIGNÉE À PARIS, LE 1<sup>er</sup> JUILLET 1953<sup>1</sup>

**ADHÉSIONS**

*Instruments déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le :*

6 juin 1991

POLOGNE

(Avec effet au 6 juin 1991.)

20 décembre 1991

TCHÉCOSLOVAQUIE

(Avec effet au 20 décembre 1991.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 21 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 200, p. 149, and annex A in volumes 204, 207, 345, 431, 442, 808, 1342, 1413 and 1593.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 200, p. 149, et annexe A des volumes 204, 207, 345, 431, 442, 808, 1342, 1413 et 1593.

No. 4468. CONVENTION ON THE NATIONALITY OF MARRIED WOMEN.  
DONE AT NEW YORK, ON 20 FEBRUARY 1957<sup>1</sup>

DENUNCIATION

*Notification received on:*  
16 January 1992

NETHERLANDS

(For the Kingdom in Europe, the Netherlands Antilles and Aruba. With effect from 16 January 1993.)

*Registered ex officio on 16 January 1992.*

Nº 4468. CONVENTION SUR LA NATIONALITÉ DE LA FEMME MARIÉE.  
FAITE À NEW YORK, LE 20 FÉVRIER  
1957<sup>1</sup>

DÉNONCIACTION

*Notification reçue le :*  
16 janvier 1992

PAYS-BAS

(Pour le Royaume en Europe, les Antilles néerlandaises et Aruba. Avec effet au 16 janvier 1993.)

*Enregistré d'office le 16 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 309, p. 65; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 4 to 18, as well as annex A in volumes 1132, 1147, 1258, 1315, 1417, 1516, 1530 and 1652.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 309, p. 65; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 1 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1132, 1147, 1258, 1315, 1417, 1516, 1530 et 1652.

No. 7310. VIENNA CONVENTION ON DIPLOMATIC RELATIONS. DONE AT VIENNA, ON 18 APRIL 1961<sup>1</sup>

Nº 7310. CONVENTION DE VIEILLE SUR LES RELATIONS DIPLOMATIQUES. FAITE À VIEILLE, LE 18 AVRIL 1961<sup>1</sup>

No. 8638. VIENNA CONVENTION ON CONSULAR RELATIONS. DONE AT VIENNA, ON 24 APRIL 1963<sup>2</sup>

Nº 8638. CONVENTION DE VIEILLE SUR LES RELATIONS CONSULAIRES. FAITE À VIEILLE, LE 24 AVRIL 1963<sup>2</sup>

#### ACCESSIONS

*Instruments deposited on:*

15 January 1992

LITHUANIA

(With effect from 14 February 1992.)

*Registered ex officio on 15 January 1992.*

#### ADHÉSIONS

*Instruments déposés le :*

15 janvier 1992

LITUANIE

(Avec effet au 14 février 1992.)

*Enregistré d'office le 15 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 500, p. 95; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 7 to 18, as well as annex A in volumes 1102, 1110, 1130, 1137, 1139, 1140, 1141, 1147, 1155, 1161, 1197, 1198, 1202, 1207, 1213, 1223, 1225, 1236, 1247, 1252, 1256, 1262, 1272, 1279, 1288, 1300, 1314, 1368, 1389, 1390, 1423, 1427, 1434, 1435, 1437, 1438, 1439, 1440, 1444, 1455, 1457, 1462, 1463, 1480, 1484, 1486, 1492, 1543, 1569, 1574, 1606, 1607, 1647 and 1653.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 596, p. 261; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 9 to 18, as well as annex A in volumes 1108, 1110, 1136, 1137, 1139, 1141, 1155, 1157, 1172, 1194, 1198, 1242, 1252, 1279, 1288, 1310, 1314, 1332, 1333, 1365, 1366, 1413, 1423, 1434, 1444, 1463, 1464, 1479, 1480, 1481, 1484, 1486, 1509, 1516, 1526, 1529, 1540, 1543, 1549, 1583, 1591, 1606, 1607, 1647, 1651 and 1653.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 500, p. 95; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 7 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1102, 1110, 1130, 1137, 1139, 1140, 1141, 1147, 1155, 1161, 1197, 1198, 1202, 1207, 1213, 1223, 1225, 1236, 1247, 1252, 1256, 1262, 1272, 1279, 1288, 1300, 1314, 1368, 1389, 1390, 1423, 1427, 1434, 1435, 1437, 1438, 1439, 1440, 1444, 1455, 1457, 1462, 1463, 1480, 1484, 1486, 1492, 1543, 1569, 1574, 1606, 1607, 1647 et 1653.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 596, p. 261; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 9 à 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1108, 1110, 1136, 1137, 1139, 1141, 1155, 1157, 1172, 1194, 1198, 1242, 1252, 1279, 1288, 1310, 1314, 1332, 1333, 1365, 1366, 1413, 1423, 1434, 1444, 1463, 1464, 1479, 1480, 1481, 1484, 1486, 1509, 1516, 1526, 1529, 1540, 1543, 1549, 1583, 1591, 1606, 1607, 1647, 1651 et 1653.

No. 14583. CONVENTION ON WETLANDS OF INTERNATIONAL IMPORTANCE ESPECIALLY AS WATERFOWL HABITAT. CONCLUDED AT RAMSAR, IRAN, ON 2 FEBRUARY 1971<sup>1</sup>

N° 14583. CONVENTION RELATIVE AUX ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE PARTICULIÈREMENT COMME HABITATS DES OISEAUX D'EAU [ANTÉRIEUREMENT À L'AMENDEMENT PAR PROTOCOLE DU 3 DÉCEMBRE 1982 — PRIOR TO THE AMENDMENT BY PROTOCOL OF 3 DECEMBER 1982 : « CONVENTION RELATIVE AUX ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE INTERNATIONALE PARTICULIÈREMENT COMME HABITATS DE LA SAUVAGINE »]. CONCLUE À RAMSAR (IRAN) LE 2 FÉVRIER 1971<sup>1</sup>

---

RATIFICATION of the above-mentioned Convention

*Instrument deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on:*

27 December 1991

COSTA RICA

(With effect from 27 April 1992.)

PARTICIPATION in the above-mentioned Convention, as amended by the Protocol of 3 December 1982<sup>2</sup>

27 April 1992

COSTA RICA

(By virtue of its participation (accession on 27 December 1991) in the Convention of 2 February 1971.)

*Certified statements were registered by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on 21 January 1992.*

---

RATIFICATION à la Convention susmentionnée

*Instrument déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le :*

27 décembre 1991

COSTA RICA

(Avec effet au 27 avril 1992.)

PARTICIPATION à la Convention susmentionnée, telle qu'amendée par le Protocole du 3 décembre 1982<sup>2</sup>

27 avril 1992

COSTA RICA

(En vertu de sa participation (adhésion le 27 décembre 1991) à la Convention du 2 février 1971.)

*Les déclarations certifiées ont été enregistrées par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 21 janvier 1992.*

---

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 996, p. 245; for subsequent actions, see references in Cumulative Indexes Nos. 17 and 18, as well as annex A in volumes 1102, 1136, 1194, 1197, 1207, 1212, 1248, 1256, 1276, 1294, 1297, 1342, 1360, 1387, 1405, 1422, 1436, 1437 [amended authentic French text], 1455, 1456, 1465, 1466, 1480, 1494, 1498, 1501, 1509, 1514, 1518, 1523, 1540, 1568, 1576, 1579, 1589, 1601, 1641, 1649 and 1650.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1437, No. A-14583.

---

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 996, p. 245; pour les faits ultérieurs, voir les références données dans les Index cumulatifs nos 17 et 18, ainsi que l'annexe A des volumes 1102, 1136, 1194, 1197, 1207, 1212, 1248, 1256, 1276, 1294, 1297, 1342, 1360, 1387, 1405, 1422, 1436, 1437 [texte authentique français amendé], 1455, 1456, 1465, 1466, 1480, 1494, 1498, 1501, 1509, 1514, 1518, 1523, 1540, 1568, 1576, 1579, 1589, 1601, 1641, 1649 et 1650.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1437, no A-14583.

No. 18232. VIENNA CONVENTION ON  
THE LAW OF TREATIES. CON-  
CLUDED AT VIENNA ON 23 MAY 1969<sup>1</sup>

Nº 18232. CONVENTION DE VIENNE  
SUR LE DROIT DES TRAITÉS. CON-  
CLUE À VIENNE LE 23 MAI 1969<sup>1</sup>

**ACCESSION**

*Instrument deposited on:*

15 January 1992

LITHUANIA

(With effect from 14 February 1992.)

*Registered ex officio on 15 January 1992.*

**ADHÉSION**

*Instrument déposé le :*

15 janvier 1992

LITUANIE

(Avec effet au 14 février 1992.)

*Enregistré d'office le 15 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1155, p. 331, and annex A in volumes 1197, 1223, 1237, 1261, 1268, 1272, 1329, 1393, 1405, 1423, 1425, 1426, 1438, 1458, 1460, 1463, 1464, 1474, 1477, 1482, 1491, 1504, 1509, 1510, 1513, 1517, 1523, 1526, 1543, 1547, 1551, 1558, 1563, 1564, 1568, 1569, 1580, 1592 and 1653.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traité*s, vol. 1155, p. 331, et annexe A des volumes 1197, 1223, 1237, 1261, 1268, 1272, 1329, 1393, 1405, 1423, 1425, 1426, 1438, 1458, 1460, 1463, 1464, 1474, 1477, 1482, 1491, 1504, 1509, 1510, 1513, 1517, 1523, 1526, 1543, 1547, 1551, 1558, 1563, 1564, 1568, 1569, 1580, 1592 et 1653.

No. 22032. STATUTES OF THE INTERNATIONAL CENTRE FOR THE STUDY OF THE PRESERVATION AND RESTORATION OF CULTURAL PROPERTY (ICCROM). ADOPTED BY THE GENERAL CONFERENCE OF THE UNITED NATIONS EDUCATIONAL, SCIENTIFIC AND CULTURAL ORGANIZATION AT ITS FIFTH SESSION ON 5 DECEMBER 1956<sup>1</sup>

Nº 22032. STATUTS DU CENTRE INTERNATIONAL D'ÉTUDES POUR LA CONSERVATION ET LA RESTAURATION DES BIENS CULTURELS (ICCROM). ADOPTÉS PAR LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE À SA CINQUIÈME SESSION LE 5 DÉCEMBRE 1956<sup>1</sup>

#### ACCESSION

*Instrument deposited with the Director-General of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on:*

21 October 1991

#### LITHUANIA

(With effect from 21 October 1991.)

*Certified statement was registered by the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization on 21 January 1992.*

#### ADHÉSION

*Instrument déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le :*

21 octobre 1991

#### LITUANIE

(Avec effet au 21 octobre 1991.)

*La déclaration certifiée a été enregistrée par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture le 21 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1321, p. 286, and annex A in volumes 1392, 1394, 1417, 1437, 1455, 1460, 1484, 1494, 1518, 1549 and 1606.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1321, p. 287, et annexe A des volumes 1392, 1394, 1417, 1437, 1455, 1460, 1484, 1494, 1518, 1549 et 1606.

No. 22376. INTERNATIONAL COFFEE AGREEMENT, 1983. ADOPTED BY THE INTERNATIONAL COFFEE COUNCIL ON 16 SEPTEMBER 1982<sup>1</sup>

ACCESSION to the above-mentioned Agreement, as further extended by the International Coffee Council by Resolution No. 352 of 28 September 1990<sup>2</sup>

*Instrument deposited on:*

15 January 1992

EQUATORIAL GUINEA

(With retroactive effect from 1 October 1991.)

*Registered ex officio on 15 January 1992.*

Nº 22376. ACCORD INTERNATIONAL DE 1983 SUR LE CAFÉ. ADOPTÉ PAR LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFÉ LE 16 SEPTEMBRE 1982<sup>1</sup>

ADHÉSION à l'Accord susmentionné, tel que prorogé à nouveau par le Conseil international du café par sa résolution n° 352 du 28 septembre 1990<sup>2</sup>

*Instrument déposé le :*

15 janvier 1992

GUINÉE ÉQUATORIALE

(Avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 1991.)

*Enregistré d'office le 15 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1333, p. 119, and annex A in volumes 1334, 1338, 1342, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1356, 1358, 1359, 1363, 1367, 1372, 1379, 1380, 1388, 1390, 1393, 1406, 1410, 1423, 1436, 1466, 1482, 1522, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1560, 1562, 1567, 1569, 1571, 1573, 1579, 1589, 1590, 1601, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655 and 1658.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1651, No. A-22376.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traité*s, vol. 1333, p. 119, et annexe A des volumes 1334, 1338, 1342, 1344, 1345, 1346, 1347, 1348, 1349, 1350, 1351, 1352, 1356, 1358, 1359, 1363, 1367, 1372, 1379, 1380, 1388, 1390, 1393, 1406, 1410, 1423, 1436, 1466, 1482, 1522, 1546, 1547, 1548, 1549, 1550, 1560, 1562, 1567, 1569, 1571, 1573, 1579, 1589, 1590, 1601, 1651, 1652, 1653, 1654, 1655 et 1658.

<sup>2</sup> *Ibid.*, vol. 1651, n° A-22376.

No. 27627. UNITED NATIONS CONVENTION AGAINST ILLICIT TRAFFIC IN NARCOTIC DRUGS AND PSYCHOTROPIC SUBSTANCES. CONCLUDED AT VIENNA ON 10 DECEMBER 1988<sup>1</sup>

#### RATIFICATION

*Instrument deposited on:*

16 January 1992

PERU

(With effect from 15 April 1992.)

*Registered ex officio on 16 January 1992.*

Nº 27627. CONVENTION DES NATIONS UNIES CONTRE LE TRAFIC ILLICITE DE STUPÉFIANTS ET DE SUBSTANCES PSYCHOTROPES. CONCLUE À VIENNE LE 20 DÉCEMBRE 1988<sup>1</sup>

#### RATIFICATION

*Instrument déposé le :*

16 janvier 1992

PÉROU

(Avec effet au 15 avril 1992.)

*Enregistré d'office le 16 janvier 1992.*

<sup>1</sup> United Nations, *Treaty Series*, vol. 1582, No. I-27627, and annex A in volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658 and 1660.

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° I-27627, et annexe A des volumes 1587, 1588, 1589, 1590, 1593, 1597, 1598, 1606, 1639, 1641, 1642, 1649, 1653, 1654, 1655, 1656, 1658 et 1660.